

# STRATÉGIE HEBDOMADAIRE

## Perspectives



Gestion privée

SEMAINE TERMINÉE LE 15 MAI 2026

Carol Schleif, CFA, SASB-FSA,  
Stratège en chef du marché

## Le point sur les bénéfices du premier trimestre – tout va bien (*vraiment*)

« *Un jour, tout ira bien, c'est ce que nous espérons. Que tout aille bien aujourd'hui, c'est une illusion.* »

- Voltaire

**Le fil conducteur :** Les marchés ont bondi cette semaine, alimentant l'inquiétude des investisseurs en raison des nombreux problèmes mondiaux non résolus. Cependant, la période de publication des bénéfices touche à sa fin et les résultats ont été d'une vigueur généralisée, ce qui a contribué au mouvement haussier; les valorisations sont en fait inférieures à ce qu'elles étaient il y a un an. Nous examinons les détails et ce qu'ils laissent entrevoir pour le reste de l'année.

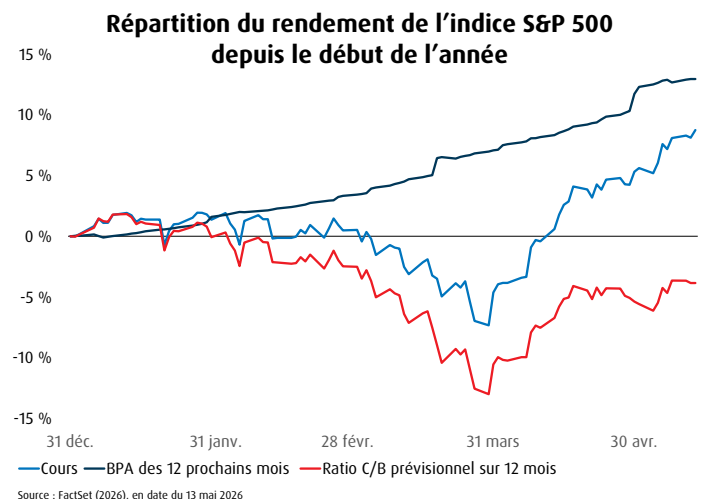
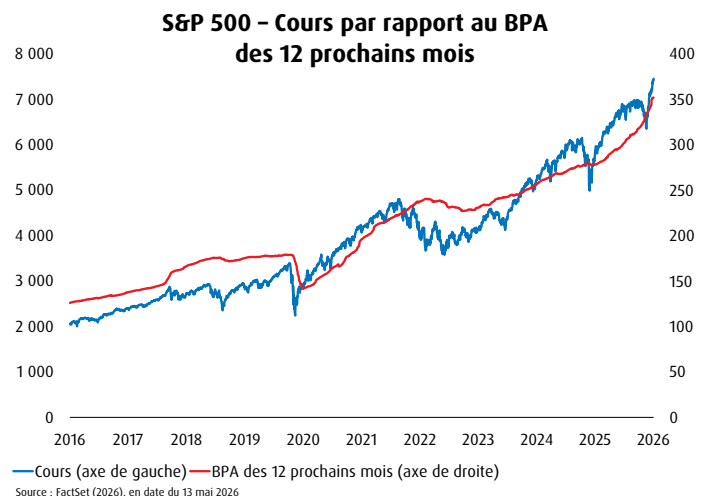
### Les données fondamentales sont satisfaisantes

Dans notre famille, nous faisons souvent cette plaisanterie : si ma mère nous dit « ne t'inquiète pas, tout va *bien* », c'est probablement que ça ne va pas du tout. En fait, cette phrase signale que le moment est venu de changer de cap pour éviter le pire. De même, les investisseurs semblent soupçonner que quelqu'un, quelque part, leur murmure « tout va bien », comme les marchés poursuivent leur ascension malgré les manchettes alarmantes.

Depuis des mois, nous écrivons que, comme les sociétés se focalisent sur les marges, les éventuelles surprises positives du chiffre d'affaires (revenus) pourraient se répercuter sur le résultat net (bénéfices) de façon amplifiée. Or, c'est précisément ce que les résultats publiés jusqu'à présent ont montré. *Plus de 90 % des sociétés de l'indice S&P 500 ont présenté leurs résultats et, globalement, leurs revenus ont augmenté de près de 11 %, entraînant une hausse des bénéfices de 25 %, ce qui est nettement supérieur aux attentes d'un peu plus de 10 % observées au début de la période de publication.*

**Soulignons que les sept magnifiques ne sont pas les seules à briller. Huit secteurs sur onze ont enregistré une croissance à deux chiffres des bénéfices, les matières premières, la consommation discrétionnaire, la technologie et les services de communications enregistrant une hausse du résultat net de plus de 40 %.** Un groupe légèrement différent de huit secteurs sur onze a inscrit des hausses à deux chiffres du chiffre d'affaires.

**En fin de compte,** les bénéfices réels ont fortement augmenté au cours de la période, ce qui a fait grimper les prévisions de bénéfices. Les valorisations (mesurées en divisant le cours par le bénéfice prévu) ont donc baissé. La progression du marché est généralisée et bien soutenue par des données fondamentales qui sont plus que satisfaisantes.

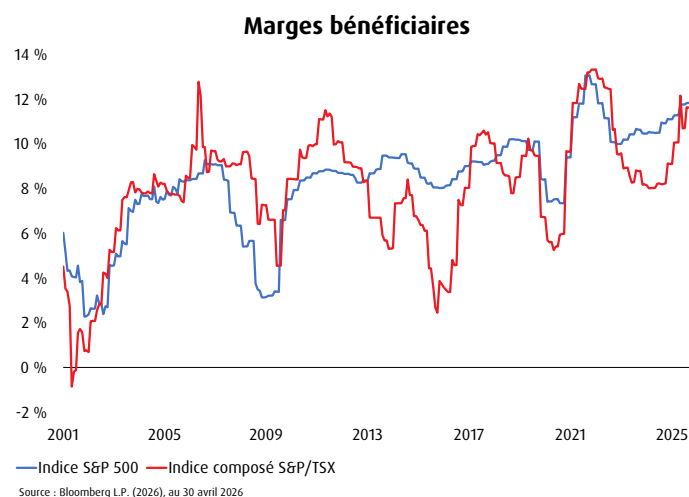


## Les entreprises vont bien

Cette évolution étonnamment solide des résultats s'explique par une mise en œuvre de plus en plus efficace des modèles économiques (malgré les changements répétés au niveau des chaînes d'approvisionnement, des coûts, de l'emploi et des politiques réglementaires), ainsi que par la résilience de la demande finale. Les équipes de direction évaluent attentivement les coûts, les prix de vente, les relations avec les fournisseurs, les améliorations apportées aux processus internes et les effectifs de façon de plus en plus complexe. Parallèlement, elles commencent à mettre en œuvre de nouvelles technologies qui portent cet exercice – et les gains de productivité potentiels – à un niveau sans précédent.

Si la course à la construction de centres de données et de modèles d'IA accapare les manchettes, les projets de routes, ponts, centrales électriques et autres infrastructures ont pris de l'ampleur au fil des années. Cette dynamique s'explique par le vieillissement des infrastructures et par plusieurs programmes d'investissement lancés sous l'administration Biden. Au Canada, le gouvernement du premier ministre Mark Carney a dévoilé divers programmes pour « bâtir un Canada fort », notamment des projets d'infrastructures, de centres de données, de mines et d'infrastructures de base.

D'après les notions de base de l'économie, les investissements dans la capacité de production d'un pays peuvent générer des avantages importants à long terme au chapitre de la productivité (la capacité de produire plus de biens par unité d'intrant de capital). Cette tendance semble commencer à se confirmer à mesure que les marges continuent d'augmenter. Bien que les mégaprojets aient dominé l'actualité ces dernières années, les commentaires émis lors des appels sur les bénéfices et des entretiens avec nos collègues des Services bancaires aux grandes entreprises de BMO laissent entrevoir des expansions stratégiques et des extensions de gamme pour répondre à la demande plus ferme que prévu ainsi qu'une croissance des flux de trésorerie au sein des petites entreprises. Les fusions et acquisitions vont bon train, car les grandes sociétés cèdent des activités non stratégiques ou réalisent des fusions ciblées en se concentrant sur les avantages concurrentiels clés. De telles activités permettent aux différents secteurs d'ajuster leur positionnement stratégique et, au bout du compte, leur rentabilité.



## Les consommateurs vont bien

L'une des plus grandes surprises que nous a réservées cette période de publication des résultats jusqu'à présent a été la robustesse remarquable des bénéficiaires dans la consommation discrétionnaire. Les trois quarts des sociétés de ce secteur ont publié leurs résultats, affichant une hausse des revenus et des bénéfices de 10 % et 48 % respectivement. Malgré la faiblesse (et le recul incessant) des données sur la confiance, la polarisation politique et la flambée des prix de l'énergie, la résilience des dépenses est étonnante. La détention d'actions qui atteint des niveaux records parmi les ménages, les remboursements d'impôt plus généreux grâce à la loi fiscale adoptée l'été dernier et le faible taux de chômage aident à procurer un effet de quasi-richesse. Comme nous l'avons noté il y a quelques semaines ([Perspectives – stratégie hebdomadaire : à surveiller durant cette période de publication des résultats](#)), la situation financière des ménages demeure relativement bonne, malgré les difficultés importantes que pose la hausse des prix des aliments et de l'énergie pour beaucoup de gens.

De leur côté, les entreprises de biens de consommation ont pris diverses mesures, comme revoir la tarification des produits essentiels et abaisser les coûts liés aux processus opérationnels, afin de peaufiner la productivité opérationnelle et d'accroître leurs parts de marché et la rentabilité.

## Le rééquilibrage de la main-d'œuvre se déroule bien

Il est vrai que le taux de chômage demeure faible, mais divers rapports économiques récents laissent entendre que les employés s'inquiètent de plus en plus pour leur emploi, surtout au vu de l'accélération du déploiement de l'intelligence artificielle (IA) et d'autres technologies transformationnelles. Il ne fait aucun doute que certains emplois seront remplacés par l'IA, mais il est tout aussi certain que de nouveaux postes et types d'emplois seront créés grâce à elle.

Sans surprise, de nombreuses entreprises, notamment dans le secteur des technologies, ont annoncé une réduction stratégique de leurs effectifs tout en affichant une hausse de leurs bénéfices. Statista souligne que plus de 500 000 emplois ont été supprimés dans l'ensemble du secteur des technologies par rapport au sommet de 2022<sup>ii</sup>. Toutefois, ces compressions visent sans doute en partie à rajuster la taille des entreprises après d'importantes hausses de la main-d'œuvre dans la foulée de la pandémie. Du point de vue des relations publiques, il est préférable pour une entreprise de dire aux investisseurs qu'elle réduit ses effectifs par attrition, rachats de contrats et ralentissement des embauches grâce au déploiement accéléré de l'IA que d'attribuer la nécessité d'un resserrement à la surabondance qui a suivi la pandémie.

Ironiquement, on parle de plus en plus de l'explosion des coûts liés à la volonté d'en faire trop avec l'IA. La construction de centres de données et l'IA ne parviennent toujours pas à satisfaire la demande; par conséquent, le coût de la puissance de traitement (mesuré en jetons) reste élevé. Les ingénieurs se démenent pour prouver leur travail par le nombre de jetons qu'ils utilisent chaque jour, chaque semaine ou chaque mois, alors que les responsables des finances des entreprises estiment que les coûts sont de plus en plus prohibitifs. L'attribution d'un généreux budget mensuel en jetons devient une tactique de négociation pour attirer les meilleurs talents.

## La réorganisation des flux de travail se passe bien

Comme nous l'avons écrit la semaine dernière (*Perspectives – stratégie hebdomadaire : le meilleur des mondes*), l'adoption de l'IA à des fins personnelles a été incroyablement rapide, mais il faut un peu (voire beaucoup) plus de temps pour réorganiser et réorienter les flux de travail des entreprises. Des incitatifs de vente aux listes de distribution exclusives en passant par les dossiers confidentiels des clients, le transfert de données à un système à qui il arrive de mentir, de tricher et d'halluciner est un gigantesque acte de foi. Néanmoins, les conférences sur les bénéfices ont donné de nombreux exemples du déploiement de l'IA, de la robotique, des véhicules autonomes et d'autres inventions. Les entreprises qui cherchent à élargir leurs marchés et leurs activités stratégiques ont d'excellentes occasions de le faire grâce aux technologies de pointe. Les petites et moyennes entreprises peuvent théoriquement déployer ces technologies plus agilement, car elles ont moins de processus et ceux-ci sont moins enracinés.

## L'inflation et les taux d'intérêt vont un peu moins bien

Selon l'indice des prix à la consommation (IPC) publié mardi, la hausse des prix de l'énergie se répercute déjà sur l'ensemble des biens essentiels. Les prix ont augmenté non seulement dans les mesures globales de l'inflation, qui incluent des composantes volatiles comme l'alimentation et l'énergie, exclues du calcul de l'inflation sous-jacente, mais aussi dans les mesures de l'inflation de base elles-mêmes. Historiquement, la Réserve fédérale américaine (Fed) a eu tendance à ignorer les chocs ponctuels (les tarifs douaniers et, espérons-le, le choc des prix de l'énergie) qui provoquent une flambée des prix à court terme, avant que les prix retombent une fois l'événement passé. Cependant, les investisseurs craignent maintenant que les chocs « ponctuels » soient devenus si courants que les consommateurs s'attendent à un niveau d'inflation durablement élevé. Dans le jargon de la Fed, cela revient à se demander si les attentes inflationnistes sont « bien arimées », un facteur clé que les membres actuels prendront en considération pour décider de reprendre les réductions de taux ou de rester sur la touche. Certains gouverneurs de la Fed laissent même entendre que la persistance de ces attentes pourrait inciter la Fed à relever les taux dans un avenir assez rapproché.

L'indice des prix à la production (IPP) communiqué mercredi n'a fait qu'ajouter de l'huile sur le feu. L'IPP s'appuie sur des mesures plus détaillées des coûts des intrants et des dépenses liées à la production de biens (comme la logistique et les opérations entre entreprises) qui finissent souvent par entraîner une inflation des prix à la consommation au bout d'un certain temps. L'IPP s'est révélé assez élevé, l'indice global s'établissant à 1,4 % (d'un mois à l'autre). Les estimations avant la publication des données tablaient en moyenne sur une hausse de 0,5 %<sup>iii</sup>. Il est toutefois intéressant de noter que la demande finale a également été beaucoup plus élevée que prévu, démontrant que l'économie va bon train.

Le dernier relevé de l'IPC présentait des exemples de ces répercussions, comme des hausses importantes des tarifs aériens, de l'hébergement et des vêtements. Compte tenu de la hausse des prix et du ralentissement de la croissance des salaires, l'abordabilité restera sans doute un enjeu clé (voire l'enjeu le plus important) dans l'esprit des consommateurs, influençant leur confiance et, peut-être, les prochaines élections de mi-mandat. Les données sur l'inflation de cette semaine, plus robuste que prévu, ont fait monter les taux obligataires et baisser les attentes de réduction des taux de la Fed dans le courant de l'année. Il est particulièrement important de suivre la tendance des obligations à 10 ans, car elles déterminent les taux des prêts hypothécaires et d'autres prêts à long terme.

## Répercussions pour les investisseurs – les marchés vont bien

Selon FactSet, si les tendances actuelles se maintiennent, les résultats du premier trimestre seront les plus solides enregistrés depuis le quatrième trimestre de 2021 (au lendemain de la pandémie)<sup>iv</sup>. La progression des données fondamentales a aidé les marchés boursiers à atteindre de nouveaux sommets. Les dépenses consacrées à l'IA, aux immobilisations, aux infrastructures et aux puces de semi-conducteurs dont l'offre est limitée ont contribué à alimenter l'optimisme et devraient se poursuivre puisque la transformation technologique à long terme n'est pas terminée.

En revanche, les marchés boursiers commencent souvent à éprouver des difficultés lorsque les taux des obligations du gouvernement à 10 ans et à 30 ans se rapprochent de 4,5 % et de 5,0 %, respectivement, ce qu'ils ont fait ce mardi dans la foulée du relevé de l'IPC. Comme la période de publication des résultats tire à sa fin, les investisseurs devront chercher ailleurs l'information pour justifier ou non l'envolée du marché. Une approche à deux volets qui privilégie les actifs de croissance tout en visant un équilibre avec les titres à revenu fixe à rendement élevé pourrait aider à surmonter cette période difficile. **Dans l'ensemble, les données fondamentales demeurent très solides, à mesure que s'affirme le caractère durable de la transformation économique (qui en est aux premiers stades). Toutefois, la compréhension et la confiance des investisseurs dans cette tendance pourraient être mises à rude épreuve par les manchettes qui soulignent la volatilité à court terme.**

## Sous les projecteurs en Amérique du Nord

Jon Borchardt, *analyste principal*

George Trapkov, *CFA, vice-président et gestionnaire de portefeuille*

### Cette semaine

**Rapports des banques canadiens à l'ordre du jour** – Les principales banques canadiennes commenceront à publier leurs résultats trimestriels le 27 mai. Selon BMO Marchés des capitaux, les avantages des modèles d'affaires diversifiés des banques canadiennes devraient de nouveau être mis en lumière au cours du trimestre. Les revenus toujours favorables (croissance de la marge nette d'intérêt et des revenus d'honoraires) seront équilibrés par une faible croissance des prêts et l'incertitude persistante à l'égard du commerce et de la géopolitique. Les coûts de crédit devraient être moins élevés sur 12 mois (tout en demeurant supérieurs aux moyennes tout au long du cycle), ce qui reflète la constitution préventive d'importantes provisions sur des actifs encore performants l'an dernier. Dans l'ensemble, les bénéfices devraient progresser de 19 % par rapport à l'année précédente et on s'attend à ce que plusieurs banques augmentent leurs dividendes. Les valorisations actuelles des banques sont élevées par rapport aux moyennes historiques, ce qui reflète la solidité des données fondamentales du secteur et des perspectives macroéconomiques canadiennes plus encourageantes.

**La confiance des consommateurs américains continue de reculer** – Les résultats du sondage mensuel sur la confiance des consommateurs de l'Université du Michigan ont continué de baisser en mai, l'indice de confiance ayant reculé de 3,2 % par rapport au niveau d'avril pour atteindre un nouveau creux record de 48,2. Joanne Hsu, directrice du sondage, a fait état d'une récente « flambée des préoccupations liées aux prix élevés » et de la baisse des attentes à l'égard du revenu réel. Dans les deux cas, les attentes inflationnistes sur 12 mois élevées semblent au cœur des deux tendances; elles s'établissent à 4,5 %. Le rapport de cette semaine sur l'indice des prix à la consommation (IPC) a révélé que l'inflation globale a dépassé la croissance du salaire horaire moyen, ce qui laisse entrevoir une croissance négative des salaires réels pour la première fois depuis mai 2023. Les commentaires récents de sociétés de consommation ont mis en évidence la pression continue sur les clients, en particulier parmi les ménages à revenu faible et moyen. Bien que les gains de productivité continuent de faire partie de la thèse de placement générale en faveur des actions, les données du Bureau of Labor Statistics publiées la semaine dernière ont souligné que **la part de la main-d'œuvre dans la production a atteint son plus bas niveau jamais enregistré depuis 1947, ce qui renforce l'opinion selon laquelle les gains de productivité profitent de plus en plus au capital et aux marges des sociétés plutôt qu'aux travailleurs.**

**Les prix à la consommation aux États-Unis s'accroissent** – En avril, l'inflation des prix à la consommation a été plus élevée que ce à quoi les économistes s'attendaient, mais pas aussi importante que ce que le marché craignait. L'IPC de base a progressé de 2,8 % sur 12 mois, soit la plus forte hausse depuis mai 2023. L'inflation globale a augmenté de 3,8 % sur 12 mois, principalement en raison de la hausse des prix de l'énergie. La grande question pour les investisseurs et les dirigeants de la Réserve fédérale américaine est la suivante : les répercussions inflationnistes du conflit au Moyen-Orient et de la politique tarifaire des États-Unis sont-elles de nature temporaire, ou la hausse des coûts de l'énergie persistera-t-elle et se répercutera-t-elle dans les données sur l'inflation de base et pèsera-t-elle sur les attentes à plus long terme des consommateurs? Parmi les exemples liés aux politiques fédérales qui se sont démarqués, mentionnons les tarifs aériens, en hausse de 20,7 % sur 12 mois et le prix des tomates, en hausse de 37,9 % sur 12 mois, car environ 60 % de l'offre américaine est importée du Mexique et est désormais assujettie à des droits antidumping de 17,1 %.

Le détroit d'Ormuz est maintenant fermé depuis 11 semaines et on ne sait absolument pas quand les chaînes d'approvisionnement pourraient se normaliser. Cet été, l'administration Trump s'attend à annoncer de nouveaux tarifs douaniers en vertu des articles 232 et 301, et l'on ignore toujours comment les produits et les pays seront touchés, ainsi que le taux tarifaire effectif définitif. Mardi après-midi, selon l'outil FedWatch du CME Group, les probabilités que le taux des fonds fédéraux après la réunion de décembre 2026 de la Réserve fédérale américaine soient stables ou plus élevés par rapport au niveau actuel sont de 80,7 %, car les craintes d'inflation contrôlent le discours.

**L'emploi a reculé au Canada** – de 17 700 en avril, une troisième baisse au cours des quatre derniers mois. Le niveau a été suffisamment faible pour faire grimper le taux de chômage de 0,2 % pour s'établir à 6,9 %. Les emplois à temps plein ont encore une fois fortement baissé, enregistrant un recul de 46 700 et faisant diminuer le nombre total d'heures travaillées. La répartition sectorielle n'a pas été favorable, la santé et les services sociaux constituant l'un des rares points positifs, tandis que tous les secteurs producteurs de biens ont enregistré des pertes d'emplois. La province qui a contribué le plus au recul le mois dernier a été le Québec, avec une baisse de 43 300 emplois, qui a été presque complètement annulée par une augmentation de 42 400 emplois en Ontario. Depuis le début de l'année, l'économie canadienne a perdu 111 000 emplois à temps plein, et le taux de chômage chez les jeunes a de nouveau augmenté pour atteindre 14,3 %. La Banque du Canada aura probablement beaucoup de mal à comprendre ce qui peut pousser le marché à prévoir plus d'une hausse du taux directeur plus tard cette année, alors que l'économie éprouve d'énormes difficultés à faire ne serait-ce qu'un pas en avant. Malgré le ralentissement marqué de la croissance de la population, le marché de l'emploi semble à nouveau présenter des capacités excédentaires, ce qui devrait contribuer à limiter les pressions du choc pétrolier sur l'inflation secondaire.

### La semaine prochaine

La période de publication des résultats tire à sa fin et peu de données seront publiées au cours de la semaine. Aux États-Unis, le procès-verbal de la réunion du FOMC publié mercredi, sera probablement scruté à la loupe, compte tenu du nombre de dissidents et des commentaires enflammés qu'ils feront sur le positionnement; peut-on s'attendre ou non à des réductions du taux des fonds fédéraux à court et à moyen terme?

**Lundi 18 mai** – Rien de prévu

**Mardi 19 mai** – Ventes de maisons en attente aux États-Unis | Rapports sur l'inflation et indice des prix des logements neufs au Canada

**Mercredi 20 mai** – Procès-verbal de la réunion du FOMC de mai aux États-Unis | rien de prévu au Canada

**Jeudi 21 mai** – Demandes initiales de prestations d'assurance-emploi, mises en chantier et permis de construction et indices préliminaires S&P des directeurs d'achat des secteurs des services et de la fabrication aux États-Unis | Rien de prévu au Canada

**Vendredi 22 mai** – Confiance des consommateurs et indicateurs économiques avancés aux États-Unis | Baromètre des entreprises de la FCEI et ventes au détail au Canada

## Fiche des données au 13 mai 2026

Rendements totaux du marché boursier						
	Niveau au 13 mai 2026	Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2025	2024	5 ans*
S&P 500	7 444	0,6 %	9,2 %	17,9 %	25,0 %	14,4 %
NASDAQ	26 402	0,6 %	13,8 %	21,2 %	29,6 %	13,4 %
DOW	49 693	0,2 %	3,9 %	14,9 %	15,0 %	11,6 %
Russell 2500	4 956	-0,7 %	15,2 %	11,9 %	12,0 %	7,3 %
S&P/TSX	34 041	-0,1 %	8,2 %	31,7 %	21,7 %	16,1 %
MSCI EAEO	11 406	0,0 %	7,6 %	31,2 %	3,8 %	8,9 %
MSCI Marchés émergents	936	-0,3 %	22,1 %	33,6 %	7,5 %	4,2 %
Rendements totaux du marché obligataire						
		Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2025	2024	5 ans*
Bloomberg U.S. Aggregate		-0,5 %	-0,1 %	7,3 %	1,3 %	-0,4 %
Bloomberg U.S. Treasury		-0,5 %	-0,4 %	6,3 %	0,6 %	-1,0 %
Bloomberg U.S. Corporate		-0,4 %	0,0 %	7,8 %	2,1 %	-0,1 %
Bloomberg U.S. High Yield		-0,2 %	1,1 %	8,6 %	8,2 %	4,5 %
Bloomberg 1-10 Year Munis		-0,2 %	0,3 %	5,1 %	0,9 %	1,2 %
Bloomberg Canada Aggregate		-0,6 %	0,3 %	2,4 %	4,0 %	-0,4 %
Bloomberg Canada Treasury		-0,6 %	0,1 %	1,4 %	2,9 %	-0,8 %
Bloomberg Canada Corporate		-0,4 %	0,5 %	4,4 %	6,9 %	1,5 %
Rendement des obligations d'État						
	13 mai 2026	Fin du dernier mois	Fin du dernier trimestre	2025	2024	Moyenne sur 5 ans
Bon du Trésor américain 10 ans	4,47 %	4,37 %	4,32 %	4,17 %	4,57 %	3,37 %
Obligation Canada 10 ans	3,57 %	3,54 %	3,47 %	3,43 %	3,23 %	2,81 %
Obligation Royaume-Uni 10 ans	5,06 %	5,01 %	4,91 %	4,48 %	4,56 %	3,16 %
Bund allemand 10 ans	3,10 %	3,04 %	3,00 %	2,85 %	2,36 %	1,66 %
Obligation Japon 10 ans	2,58 %	2,52 %	2,35 %	2,06 %	1,09 %	0,65 %
Devises et actifs réels						
	Niveau au 13 mai 2026	Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2025	2024	5 ans*
Indice USD	98,52	0,6 %	0,2 %	-9,4 %	7,1 %	1,8 %
CAD-USD	0,73 \$	-0,2 %	0,1 %	4,8 %	-7,9 %	-1,5 %
Bitcoin	79 675,73 \$	-0,6 %	-9,1 %	-6,5 %	120,5 %	24,8 %
Or	4 688,76 \$	-0,6 %	8,6 %	64,6 %	27,2 %	17,9 %
Pétrole (WTI)	101,02 \$	5,9 %	75,9 %	-19,9 %	0,1 %	3,4 %

\* Données annualisées sur 5 ans au 31 décembre 2025. Les analyses comparatives ne reflètent pas le rendement réel des placements, mais les résultats de l'indice sous-jacent mentionnés. On ne peut pas investir directement dans un indice. Les définitions des indices se trouvent à la fin de la présente publication.

## Définition des indices

### Indices boursiers

L'**indice S&P 500<sup>MD</sup>** est un indice d'actions de sociétés américaines à grande capitalisation. Il comprend 500 sociétés de premier plan et couvre environ 80 % de la capitalisation boursière disponible.

L'**indice composé NASDAQ** est un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière de plus de 3 000 actions ordinaires cotées à la bourse du Nasdaq.

Le **Dow Jones Industrial Average (« DOW »)** est une moyenne pondérée en fonction du cours de 30 actions importantes négociées à la Bourse de New York et au Nasdaq.

L'**indice Russell 2 000<sup>MD</sup> (« Russell 2 000<sup>MD</sup> »)** est un indice non géré qui mesure le rendement des 2 000 plus petites sociétés américaines de l'indice Russell 3 000<sup>MD</sup>.

L'**indice S&P/TSX** est un indice boursier pondéré en fonction de la capitalisation qui reproduit le rendement des plus grandes sociétés cotées à la principale bourse du Canada, la Bourse de Toronto (« TSX »).

L'**indice MSCI EAE0 (Indice des marchés développés – Europe, Australasie et Extrême-Orient)** est un indice standard non géré de titres étrangers qui représente les principaux marchés boursiers non américains, sous la surveillance de Morgan Stanley Capital International. Il est représentatif des grandes et moyennes sociétés des pays de 21 marchés développés du monde entier, à l'exception des États-Unis et du Canada.

L'**indice MSCI Marchés émergents** est un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière représentatif de la structure de marché des pays émergents d'Europe, d'Amérique latine, d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie. Avant le 1<sup>er</sup> janvier 2002, les rendements de l'indice MSCI Marchés émergents étaient présentés avant déduction des retenues d'impôt.

### Indices de titres à revenu fixe

L'**indice Bloomberg Barclays U.S. Aggregate Bond** est un indice non géré qui couvre le marché des obligations américaines à taux fixe de catégorie investissement, y compris les titres d'État et de créance, les titres de transfert de créances hypothécaires émis par des organismes publics, les titres adossés à des créances mobilières et les titres de créances hypothécaires commerciales.

L'**indice Bloomberg U.S. Treasury** est un indice non géré qui comprend un large éventail d'obligations du Trésor américain et qui est considéré comme représentatif du rendement global des obligations du Trésor américain.

L'**indice Bloomberg U.S. Corporate Bond** mesure le rendement du marché des obligations de sociétés imposables à taux fixe de qualité investissement. Il comprend des titres libellés en dollars américains émis par des émetteurs américains et non américains des secteurs de l'industrie, des services publics et des services financiers.

L'**indice Bloomberg U.S. Corporate High Yield** est un indice non géré qui couvre le marché des obligations de sociétés à taux fixe imposables, de qualité inférieure et libellées en dollars américains. Un titre est considéré à rendement élevé si la moyenne des notes qui lui sont attribuées par Moody's, Fitch et S&P est inférieure ou égale à Ba1/BB+.

L'**indice Bloomberg 1-10 Year Blend Municipal Bond** est un indice pondéré en fonction de la valeur marchande qui couvre les composantes courte et intermédiaire de l'indice Bloomberg Capital Municipal Bond, un indice non géré, pondéré en fonction de la valeur marchande, qui couvre le marché obligataire américain de catégorie investissement exempt d'impôt.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond** mesure le rendement du marché des obligations imposables à taux fixe de catégorie investissement libellées en dollar canadien. Il comprend des titres du Trésor, des obligations gouvernementales et des obligations de sociétés.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond – Treasury** est la sous-composante « Trésor » de l'indice Bloomberg Canada Aggregate Bond, qui mesure le marché des obligations de catégorie investissement, libellées en dollars canadiens, à taux fixe et imposables.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond – Corporate** est la sous-composante « sociétés » de l'indice Bloomberg Canada Aggregate Bond, qui mesure le marché des obligations de catégorie investissement, libellées en dollars canadiens, à taux fixe et imposables.



Les renseignements contenus dans le présent document sont fondés sur des sources comme les rapports des émetteurs, les services statistiques et les communications d'entreprise. Nous les estimons fiables sans toutefois en garantir l'exactitude ni l'exhaustivité. Les opinions exprimées dans le présent document sont purement ponctuelles et peuvent changer en tout temps. BMO Gestion privée n'est pas responsable des pertes pouvant découler de l'utilisation du présent commentaire. Les informations, opinions, prévisions, projections et autres éléments contenus dans ce document ne doivent pas être considérés comme une offre de vente, une sollicitation ou une offre d'achat de produits ou de services qui y sont mentionnés (y compris, sans s'y limiter, des produits de base, des titres ou d'autres instruments financiers), et ces informations, opinions, prévisions, projections et autres éléments ne doivent pas être considérés comme un conseil en matière de placement ou de fiscalité ou comme une recommandation quant à la conclusion d'une quelconque opération, ni comme une assurance ou une garantie en ce qui concerne les résultats d'une quelconque opération. Vous ne devriez pas agir sur la foi de ces renseignements ni vous y fier sans avoir obtenu les conseils d'un professionnel compétent.

BMO Gestion privée est un nom de marque du groupe d'exploitation qui comprend la Banque de Montréal et certaines de ses sociétés affiliées qui offrent des produits et des services de gestion privée. Les produits et les services ne sont pas tous offerts par toutes les entités juridiques au sein de BMO Gestion privée. Les services bancaires sont offerts par l'entremise de la Banque de Montréal. Les services de gestion de placements, de planification de patrimoine, de planification fiscale et de planification philanthropique sont offerts par BMO Nesbitt Burns Inc. et BMO Gestion privée de placements Inc. Les services de garde de valeurs ainsi que les services successoraux et fiduciaires sont offerts par la Société de fiducie BMO. Les services et les produits d'assurance sont offerts par l'intermédiaire de BMO Services conseils en assurances et planification successorale Inc., une filiale en propriété exclusive de BMO Nesbitt Burns Inc. Les entités juridiques de BMO Gestion privée n'offrent pas de conseils fiscaux. Si vous êtes déjà un client de BMO Nesbitt Burns Inc., veuillez communiquer avec votre conseiller en placement pour obtenir plus de précisions. BMO Nesbitt Burns Inc. est membre du Fonds canadien de protection des épargnants et de l'Organisme canadien de réglementation des investissements. La Société de fiducie BMO et BMO Banque de Montréal sont membres de la Société d'assurance-dépôts du Canada.

« BMO (le médaillon contenant le M souligné) » est une marque de commerce déposée de la Banque de Montréal, utilisée sous licence.

L'investissement dans les métaux précieux comporte une plus grande fluctuation et un plus grand potentiel de pertes.

<sup>i</sup> S&P 500 Earnings Season Update: May 8, 2026 (en anglais seulement)

<sup>ii</sup> Biggest tech layoffs since COVID-19 worldwide 2025 | Statista (en anglais seulement)

<sup>iii</sup> US Producer Prices Rise 0.7% in February, Exceeding Forecasts - Bloomberg (en anglais seulement)

<sup>iv</sup> S&P 500 Earnings Season Update: May 8, 2026 (en anglais seulement)